

Éditorial

Rubrique Espace libre

Dans ce premier numéro de 2026, nous avons le plaisir de vous présenter des recherches qui ont en commun de mettre en lumière des défis menaçant à la fois la cohésion sociale et la stabilité économique.

Dans le premier article, **Alimata Diallo** tente de répondre à une question des plus pertinentes dans le contexte mondial actuel, à savoir si le droit international public constitue un levier efficace pour réguler les entreprises multinationales, dont les 2 000 plus grandes concentrent une puissance économique équivalant à celle de nombreux États. Animée par un souci pédagogique tout au long de sa démonstration, l'auteure fait une analyse fine des limites structurelles de ce droit mettant ainsi en évidence l'inadéquation entre l'architecture intergouvernementale du droit international et la réalité transnationale des activités économiques contemporaines.

Raymond Corriveau nous partage une réflexion des plus intéressantes sur la production médiatique dans les sociétés libérales avancées. Selon l'auteur, malgré les progrès du Web 2.0, cette production demeure largement dominée par une logique marchande, compromettant ainsi la qualité et la liberté de l'information. La numérisation, contrôlée par quelques grandes entreprises, provoque une crise financière des médias traditionnels. Cette situation se déploie alors qu'un défi environnemental inédit, l'anthropocène, exige une société plus réflexive, rôle que les médias peinent à assumer en raison de leurs contraintes économiques, ce qui contribue à aggraver la crise environnementale.

Selon **René Lachapelle, Denis Bourque, Sonia Racine, Geneviève Le Dorze-Cloutier, Lucie Morin** et **André-Anne Parent**, la crise de l'écosystème amène des démarches de développement des communautés territoriales de la province de Québec à l'impératif de la transition socioécologique, dont les initiatives s'inscrivent principalement dans l'agroalimentaire, l'autonomie alimentaire, le logement et l'aménagement du territoire. À travers une recherche menée dans huit territoires, les auteurs constatent que, même si la transition socioécologique est au cœur des préoccupations, elle demeure, pour des raisons humaines et financières, une perspective qu'il reste encore à s'approprier. Au final, il y a lieu de craindre que le fardeau écologique soit assumé par les citoyennes et citoyens les plus vulnérables.

Toujours dans l'esprit de la crise environnementale, mais au Mali cette fois, **Mamadou Lamine Goïta, Soboua Thera** et **Ousmane Ouattara** présentent une recherche sur les coûts climatiques et les outils de pilotage stratégique dans les organisations paysannes et dans les organisations non

gouvernementales à Bamako, dans un contexte de ressources limitées. Les résultats de leur recherche révèlent que, même s'il y a une conscience stratégique de plus en plus aiguë des enjeux climatiques, leur intégration dans les budgets et les planifications ne suivent pas toujours. Les auteurs recommandent de renforcer la formation aux outils de pilotage climatique et d'en institutionnaliser progressivement l'usage.

Les résistances au changement ne se manifestent pas qu'en matière environnementale. Le chercheur **Jean-Roger Mfelam** met en lumière une autre forme de résistance, soit celle de la politique d'offre de microcrédit par les parties prenantes des institutions de microfinance au Cameroun. Son étude, qui repose sur une série d'entretiens semi-directifs, met en évidence un décalage important entre les attentes des clients et l'interprétation qu'en font les responsables. Selon l'auteur, une telle attitude est malheureuse, car elle constitue un frein à la réalisation de la mission sociale initiale de ces institutions et illustre les défis structurels du microcrédit dans les pays en développement.

Enfin, **Soufianou Moussa** révèle que, pour avoir une image complète de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour les pays d'Afrique de l'Ouest, particulièrement au Sahel central, il est indispensable d'avoir accès à des données de qualité qui intègrent la dimension de l'«abordabilité alimentaire». Or, les résultats de son étude mettent en exergue des lacunes majeures entourant cette dimension, notamment sur les données agricoles, sur le commerce et sur les marchés. L'auteur souligne que «rendre les données comparables et accessibles constitue un défi à relever par la mise en place d'un système structurel et commun de collecte pour le Sahel central».

Étude de cas

À partir d'entretiens et d'observations, **Marie Bellemare, Sophie Bernard et Virginie Francoeur** réalisent une étude de cas exploratoire sur les facteurs qui influencent la décision de restaurateurs, cafés et traiteurs d'une petite municipalité du Québec d'adopter un système de réutilisation de contenants alimentaires à emporter préalablement à son implantation. Leur recherche met en évidence qu'une telle évolution des pratiques ne se fait pas sans heurts en raison de l'interaction complexe de défis opérationnels et de facteurs comportementaux liés à la clientèle. D'où l'importance de mettre en place une approche collaborative impliquant activement la municipalité, les restaurateurs et les consommateurs afin de mieux élaborer des solutions adaptées aux réalités de chacun et de diminuer de manière significative les déchets d'emballages alimentaires.

Entretiens

Nous avons le plaisir de vous présenter deux entretiens particulièrement riches, portés par des parcours atypiques qui offrent des regards contrastés sur la réalité sociale actuelle.

Dans le premier entretien, **Raymond Corriveau**, qui a eu une carrière prolifique à titre de professeur en communication à l'Université du Québec à Trois-Rivières de 1989 à 2016 et, entre autres, à titre de président du Conseil de presse de 1994 à 2000, revient sur son parcours professionnel. Il partage avec nous ses réflexions sur la communication en temps de crise, sur la nécessaire perspective citoyenne de l'information ou encore sur l'historique de l'autoréglementation des médias et les circonstances ayant favorisé la naissance d'un conseil de presse au Québec.

Enfin, dans le deuxième entretien, **Sébastien Desaulniers**, coordonnateur du Collectif québécois de la Coalition pour une saine alimentation scolaire, lequel est porteur du *Chantier pour un programme d'alimentation scolaire universel au Québec*, apporte un éclairage sur les manières dont le déploiement d'un programme d'alimentation scolaire peut contribuer au développement local et social, incluant la délibération éthique et l'approche de l'empowerment. Monsieur Desaulniers possède également une vaste expérience auprès des allochtones et des Premiers Peuples.

Fin de mon mandat à titre de directrice de la revue

C'est avec une certaine émotion que je signe ici mon dernier éditorial. Je quitterai la direction de la revue à la fin de mai 2026, après huit années d'une expérience à la fois enrichissante et hautement valorisante.

Je tiens à remercier chaleureusement la direction de l'UQAC, particulièrement La P^{re} Suzy Ngomo, doyenne de la recherche, de la création et de l'innovation. Je remercie également la direction du Département des sciences économiques et administratives et toute l'équipe, qui m'a épaulée avec un professionnalisme à toute épreuve :

- les membres du comité d'orientation : P^{res} Salmata Ouedraogo et Myriam Ertz, P^{rs} Marc-Urbain Proulx, Martin Simard et Félix Zogning ainsi que Mme Julie Labbé;
- les secrétaires d'édition : Mmes Cathy Tremblay et Patricia Duchesne;
- la réviseuse linguistique : Mme Stéphanie Tétreault;
- la conceptrice-graphiste : Mme Sarah Paradis;
- les membres de la bibliothèque Paul-Émile-Boulet, tout particulièrement Mme Valérie Levasseur et MM. Luc Charron, Sébastien Leblanc-Proulx, Jean-Philippe Pouliot et Luc Tremblay.

Je remercie également le précédent directeur de la revue, M. Thierno Diallo, ainsi que Mme France Desjardins, qui a réalisé de nombreux entretiens des plus intéressants pour la revue.

Enfin, un immense merci à l'ensemble des nombreux auteures et auteurs ainsi qu'à tous les évaluateurs, qui, depuis huit ans, ont contribué avec générosité au rayonnement de la revue. Sans vous, une telle publication ne pourrait exister.

Pour clore ce mandat, je ne peux m'empêcher d'avoir une pensée toute particulière pour le professeur et sociologue Marc-André Morency, décédé en 2019. Membre actif et enthousiaste de la revue *Organisations & Territoires*, il a largement contribué à son dynamisme et m'a beaucoup encouragée au début de mon mandat à la direction.

Merci, chères lectrices et chers lecteurs, de votre fidélité et de vos commentaires constructifs au fil des années.

Je souhaite la meilleure des chances au nouveau directeur de la revue, M. Philippe Boigey, professeur en management de projet au Département des sciences économiques et administratives, dans la poursuite de cette belle aventure éditoriale.

Jeanne Simard

Directrice de la revue

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v35n1.2095>

